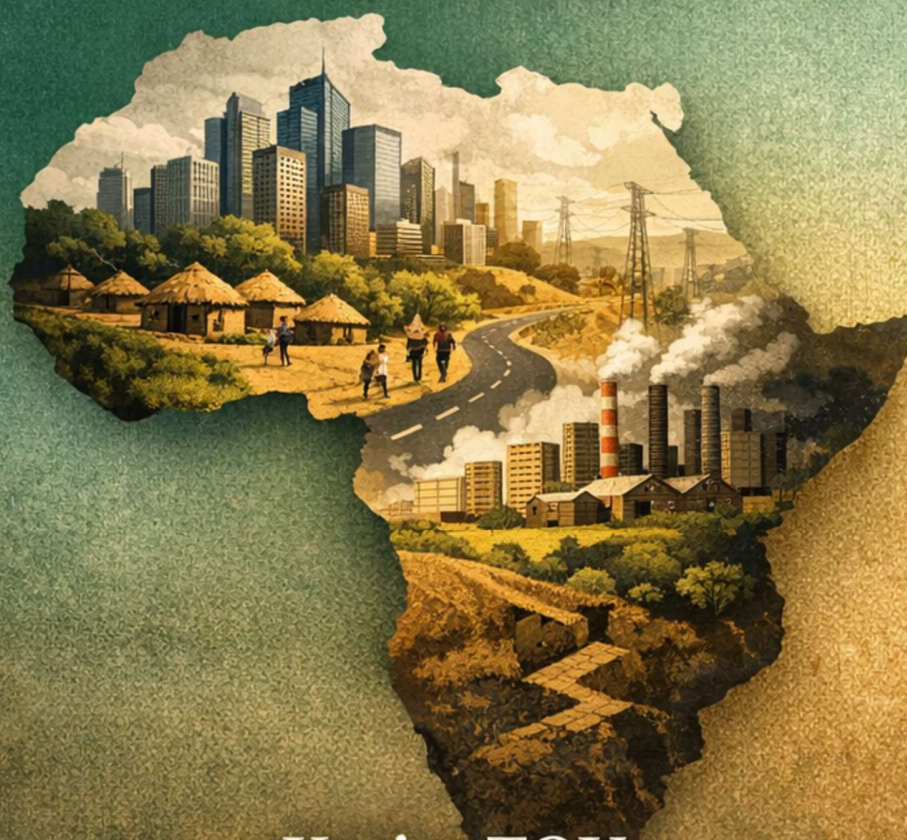


OBSTACLES ET DÉFIS SOCIO-ÉCONOMIQUES DU DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS AFRICAINES

*Regards croisés sur les réalités, les contraintes et les perspectives
de développement en Afrique*



Karim TOU

Expert en Économie et Gouvernance Communautaire

Avec la participation de :

Blaise KIENTEGA

Journaliste – Sociologue

Diassibo Thomas YONLI

Enseignant-chercheur, Juriste

Hermann VALY

Écrivain et Chroniqueur littéraire

Essai socio-économique – Gouvernance & Développement africain

OBSTACLES ET DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES DE DEVELOPPEMENT DES SOCIETES AFRICAINES !

Auteur :

- **Karim TOU**, Expert en Economie et Gouvernance Communautaire

Avec la participation de :

- **Blaise KIENTEGA**, Journaliste – Sociologue
- **Diassibo Thomas YONLI**, Enseignant – Chercheur, Juriste
- **Hermann VALY**, Ecrivain et chroniqueur littéraire



Karim TOU



Blaise KIENTEGA



Hermann VALY



**Diassibo Thomas
YONLI**

Table des matières

AVANT-PROPOS	4
RESUME.....	4
INTRODUCTION.....	7
I. LES ASPIRATIONS DES PEUPLES POUR UN DEVELOPPEMENT SOCIO-ECONOMIQUE SOUVERAIN DES SOCIETES AFRICAINES	Erreur ! Signet non défini.
1) Les années avant 1960 : La lutte pour les indépendances.....	Erreur ! Signet non défini.
2) Les années 1960 : les indépendances pour un développement économique souverain ...	Erreur ! Signet non défini.
2) Après les années 1960 : Indépendances ou néocolonisation ?	Erreur ! Signet non défini.
II. ECHECS ET FAILLITE DES ETATS NEOCOLONIAUX A LA TETE DES SOCIETES AFRICAINES.....	Erreur ! Signet non défini.
III. OBSTACLES ET DEFIS SOCIO-ECONOMIQUES DE DEVELOPPEMENT DES SOCIETES AFRICAINES	Erreur ! Signet non défini.
1) L'Administration et les Etats néocoloniaux : le troisième défi majeur de développement des sociétés africaines.....	Erreur ! Signet non défini.
2) Le capital humain et les méfaits de l'acculturation : le deuxième défi à relever pour le développement des sociétés africaines !	Erreur ! Signet non défini.
3) Un Leader avisé, courageux et prêt au sacrifice : le premier défi majeur pour la libération et le développement socio-économique des sociétés africaines.....	Erreur ! Signet non défini.
4) Les réformes socio-économiques de développement : le quatrième défi pour le développement des sociétés africaines !	Erreur ! Signet non défini.
5) Un modèle économique alternatif de développement et de refondation des sociétés africaines : le défi impératif pour un développement socio-économique sécurisé et durable des sociétés africaines !	Erreur ! Signet non défini.
IV. LE MODELE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE NATIONAL : Une alternative socio-économique africaine de développement.....	Erreur ! Signet non défini.
V. MODELE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE NATIONAL ET LES AUTRES MODELE ECONOMIQUES.....	Erreur ! Signet non défini.
VI. LES INITIATIVES PRESIDENTIELLES POUR LE DEVELOPPEMENT DU BURKINA FASO : <i>un exemple concret de contournement d'une administration et d'un Etat colonial failli</i>.	Erreur ! Signet non défini.
1) Une des raisons d'être des initiatives présidentielles.....	Erreur ! Signet non défini.
2) Enseignements et leçons à tirer de l'expérience des projets communautaires et initiatives présidentielles du Burkina Faso :	Erreur ! Signet non défini.
3) L'AES face aux obstacles et défis socio-économiques	Erreur ! Signet non défini.
VII. CONCLUSION :.....	8
BIBLIOGRAPHIE	10

AVANT-PROPOS

Au-delà des solutions inefficaces, il faut voir des mauvais diagnostics !

Il est courant dans les débats politiques, de voir les gens comparer le niveau de développement économique extrêmement faible des pays africains, avec celui des pays d'Asie, d'Amérique Latine, et de certains pays d'Europe de l'Est. Il ressort souvent de ces débats, que ces pays après la deuxième guerre mondiale, ou après les années 1960, se sont rapidement développés en intervalle de 20 – 30 ans, alors que les pays d'Afrique sont toujours loin du développement, 65 ans après leur indépendance.

Si l'africain de façon générale est reconnu être intelligent et travailleur, ce retard du continent ne devrait pas s'expliquer.

Mais dans l'identification des raisons liées au retard socio-économiques de l'Afrique lors de ces débats politiques, mais aussi dans la contextualisation lors de l'élaboration des politiques et stratégies de développement économique des pays africains, il ne ressort couramment que les causes superficielles ou visibles classiques à savoir : l'insuffisance ou les mauvaises exploitations des ressources naturelles, l'insuffisance des investissements, la corruption et la mauvaise gouvernance, les instabilités et les crises socio-politiques, le faible taux d'industrialisation, de l'éducation et de l'alphabétisation, le surendettement et les inégalités d'accès aux marchés mondiaux, la monnaie, le retard technologique, etc.

A se limiter à ces causes superficielles classiques pour expliquer les défis économiques et le retard de développement de l'Afrique, on pourra effectivement continuer à comparer et à dire que l'Afrique peut accélérer son développement comme l'ont fait l'Asie et les autres pays développés.

Dans cet article, bien que reconnaissant que ces **causes conjoncturelles et superficielles classiques** sont essentielles pour le développement socio-économique de l'Afrique, nous parlerons des **causes structurelles plus profondes**, qui sont des causes invisibles, cachées ou non révélées.

Des causes structurelles plus profondes qui font que l'africain reste jusqu'ici, le seul être de la planète, incapable de développer socialement et économiquement sa société, malgré son intelligence et son ardeur au travail.

Nous aborderons dans cet article, le mal le plus profond de toute l'histoire de l'humanité qu'a subi les sociétés africaines.

C'est ce mal profond ou ses causes structurelles plus profondes, qui posent les vrais obstacles au développement socio-économique de l'Afrique, que nous aborderons dans cet article. Oui, nous présenterons dans cet article, **l'acculturation et ses conséquences** (l'affaiblissement ou la défaillance de la ressource humaine ou du capital humain), **l'inefficacité de l'administration et des Etats néocoloniaux**, **l'inefficacité des réformes** portant sur des modèles néocoloniaux importés, ainsi que **l'absence d'un modèle économique adapté**, comme les vrais blocages au développement économique de l'Afrique.

Comme on le dit, il n'y a pas de problème sans solution. Pour un problème qui persiste plus de 60 ans, il ne faut pas seulement se limiter à mettre en cause l'efficacité des solutions appliquées. Il

faut voir dans l'échec répété des solutions appliquées, les **mauvais diagnostics** qui ont conduits à ces solutions inefficaces.

Notre analyse va donc au-delà des causes habituelles qui sont couramment avancées ou évoquées jusque-là pour expliquer le retard socio-économique de l'Afrique. Nous mettrons l'accent sur des causes qui sont inhabituellement évoquées ou utilisées pour plusieurs raisons.

RESUME

Les sociétés africaines comme beaucoup d'autres sociétés à travers le monde, ont connu une histoire tumultueuse marquée par la traite négrière, l'esclavage, la colonisation, la mondialisation, etc. Malgré cette histoire commune, les sociétés africaines sont les seules à baigner encore dans un retard socio-économique et politique sans égal.

Les autres sociétés notamment celles d'Asie, d'Amérique latine et d'Europe de l'Est, ont en quelques années après la grande guerre de 1939 – 1944, trouvé la voie de leur développement.

Les sociétés africaines malgré les indépendances concédées par le colonisateur, malgré les élites intellectuelles diplômées placées à leur tête, malgré les nombreuses politiques et stratégies conçues pour leur développement, malgré les nombreux colloques et sommets au niveau continental et international, sont toujours à la recherche de leur voie pour le développement.

Dans le contexte d'un tel échec répété pendant plus de 60 ans, nous restons convaincus, que ce ne sont pas les intelligences qui ont manqué, ou que ce soient les solutions qui aient été mauvaises, pour expliquer cet état de retard catastrophique pour les sociétés africaines.

Au-delà des solutions inefficaces, nous menons ici une analyse portée sur les mauvais diagnostics qui ont sans doute conduit aux choix de ces nombreuses solutions inefficaces.

Nous mettons l'accent sur les causes structurelles profondes qui auraient empêché n'importe quelle société de se développer fut-elle asiatique, américaine ou européenne, à savoir **l'acculturation** (destruction du capital humain) des populations, **l'imposition ou l'acceptation d'une administration et d'un Etat colonial** fondés sur les principes, la culture, le modèle juridique et de gouvernance du colonisateur, et bien d'autres.

Au-delà de l'influence impérialiste après les indépendances, de la mauvaise gouvernance, de la ventilation et de la mauvaise exploitation des ressources naturelles, des crises socio-politiques, de l'insuffisance des investissements, etc, il faut voir le retard de développement socio-économique de l'Afrique comme celui d'une société en perte de repères dont les causes sont à rechercher dans :

- L'inadaptation et l'inefficacité d'une administration et d'un Etat néocolonial ;
- L'acculturation des populations ou de la ressource humaine (absence d'éthique, de principes et de valeurs des sociétés africaines) ;
- L'absence d'un Leader éclairé digne de confiance à la tête des sociétés africaines ;
- Les mauvaises réformes et stratégies socio-économiques de développement, qui ont échoué et continuent d'échouer depuis plus de 60 ans ;

- L'absence d'idéologie et de modèles socio-économiques et politiques propres aux sociétés africaines notamment l'absence d'un modèle économique africain de développement.

Après avoir fait le constat d'un échec de développement socio-économique dont les défis ou causes sont ci-dessus énumérées, il s'avère nécessaire pour les sociétés africaines (si toutefois elles veulent des résultats certains et efficaces), de trouver des moyens de lever les blocages et de mettre fin à une administration et à un Etat néocolonial inefficace, lourd, et budgétivore.

Ainsi il est nécessaire d'une part, de trouver des dispositifs de contournement d'un appareil d'Etat inefficaces et d'opérer des réformes socio-économiques nécessaires au sein de l'administration, de concevoir et de mettre en place un modèle économique de développement adapté aux sociétés africaines.

Pour la réussite d'une telle démarche, nous proposons à la tête des sociétés africaines, des Leaders éclairés capables de refonder les Etats et les administrations issus de la colonisation, de refonder leur société gangrénée par l'acculturation. Malgré les difficultés certaines liées aux limites de l'administration et de l'acculturation des populations et de l'élite intellectuelle, nous proposons de mettre en place des modèles politiques, économiques, et de gouvernance, inspirés de la culture et des valeurs africaines.

Sur le plan du développement économique, le modèle économique communautaire national, idéologiquement pensé par des leaders et intellectuels africains comme le Professeurs Laurent K. Bado, Joseph Ky-Zerbo, Cheick Anta Diop, Thomas Sankara, Modibo Kéïta, Kwame Nkrumah, etc, se présente comme un modèle africain et offre une opportunité certaine, capable de construire des économies africaines solides, efficaces et résilientes sur la durée pour la prospérité et la souveraineté des sociétés africaines.

Le modèle économique communautaire national se présente comme une autre voie qui offre une opportunité aux sociétés africaines, de contourner les limites et les blocages profonds au développement de ces sociétés.

Les initiatives présidentielles pour le développement du Capitaine Ibrahim Traoré, Président du Burkina Faso, ont été prises comme un exemple qui prouve que les sociétés africaines ont nécessairement besoin d'une nouvelle voie de développement qui se démarque des voies classiques portées jusqu'ici par l'administration et les Etats néocoloniaux.

Dans un contexte où se met en place l'Alliance des Etats du Sahel (AES), avec une devise « **un espace, un peuple, un destin** », nous proposons dans cet article, que les initiatives présidentielles du Burkina Faso si elles sont conceptualisées, modélisées et opérationnalisées en parfaite synergie avec le secteur privé et les institutions habituelles de l'Etat, soient un exemple à prendre en compte pour le développement durable réel de toute l'AES.

INTRODUCTION

Avant l'accession aux indépendances, les peuples africains nourrissaient de profondes aspirations à la liberté et au développement souverain. Cette volonté de se libérer de l'administration coloniale et de conduire eux-mêmes leur destinée, s'est incarnée à travers des leaders charismatiques tels que Sylvanus Olympio, Joseph Ki-Zerbo, Sékou Touré, Kwame Nkrumah, Patrice Lumumba, Modibo Keita ou encore Ouézzin Coulibaly. Ces figures emblématiques, portaient le rêve d'un développement autonome fondé sur les valeurs, les ressources et les aspirations des peuples africains.

Les années 1960 furent marquées par un immense espoir : celui des indépendances et pour la construction d'un développement souverain. Dans un contexte international relativement favorable, et face à l'impuissance des puissances coloniales à contenir les mouvements d'émancipation, les nations africaines accédaient à la liberté politique. L'enthousiasme était alors porté par la foi en un avenir meilleur et un développement guidé par des dirigeants visionnaires et profondément engagés.

Cependant 65 ans après, les populations africaines se sont davantage appauvries et cherchent de nouvelles solutions au développement de leurs sociétés. Après 65 ans d'indépendance, qu'est-ce qui n'a pas marché ?

Que peut réussir une société avec un Etat dont la forme est imposée et dont la constitution est importée ? Que peut réussir une société dont les populations (acculturées) ont perdu leur culture, c'est à dire leurs valeurs fondamentales et leur identité ? Que peut réussir une société sans une conscience collective et une personnalité collective ? Que peut réussir une société sans un leader avisé à même de la conduire et de défendre ses intérêts ?

Qu'est-ce qui pose les blocages réels au développement social et économique des sociétés africaines ?

Au-delà de l'accession à l'indépendance, au-delà de la démocratie, des révolutions, du programme d'ajustement structurel (PAS), des OMD, des ODD, des nombreuses politiques et programmes stratégiques nationaux de développement, il faut voir, accepter, et explorer les réalités d'un **diagnostic mal posé** par les économistes africains et les élites intellectuelles, sur les raisons du retard de développement socio-économique des sociétés africaines.

CONCLUSION :

La question de développement socio-économique des sociétés africaines implique plusieurs dimensions et plusieurs disciplines.

Durant de nombreuses années depuis 1960, les experts de l'économie et du développement ont proposé des stratégies et des solutions mais qui malheureusement, n'ont pas produit des résultats satisfaisants à l'image des pays d'Asie. C'est dire que les nombreuses stratégies proposées n'ont pas conduit au développement comme attendu par les sociétés africaines. Cette absence de résultats et de développement s'explique par le fait que :

- Ces stratégies et solutions proposées étaient inefficaces ou inadaptées ;
- Les diagnostics posés avant l'élaboration de ces stratégies sont toujours mal posés, car n'impliquent jamais les méfaits et les conséquences de la colonisation (la responsabilité de l'ancien maître : l'Etat colonial, l'acculturation des populations, etc.).

Les experts en économie et développement ont toujours expliqué l'échec des stratégies de développement par la mauvaise gouvernance, la mauvaise mise en œuvre de ces stratégies, les crises et les instabilités politiques, l'insécurité, etc.

Loin de ces raisons, dans cet article, nous avons mis en lumière les causes qui font que nos sociétés "n'existent pas", qui font que nos sociétés ne sont pas elles-mêmes. Car il ne peut y avoir de stabilité et développement économique pour une société qui n'existe pas, qui ne fonctionne pas d'elle-même et pour elle-même.

Désormais, nous sommes invités à comprendre qu'on ne peut définir ou élaborer des stratégies ou des programmes de développement économique pour une société africaine acculturée avec à sa tête un Etat colonial :

- Sans faire référence à **l'inadaptation de l'Etat** qui doit conduire ou implémenter cette stratégie ou ce programme (c'est-à-dire un Etat néocolonial qui fonctionne suivant des principes, des règles et des intérêts déjà définis par un ancien maître) ;
- Sans faire référence aux **méfaits de l'acculturation** qui font que les **individus ou les populations sont programmées** pour agir contre leurs propres valeurs, leurs propres intérêts, et qui n'élaborent les stratégies que pour satisfaire aux exigences et aux instructions des institutions (financières) de l'ancien maître ;
- Sans faire ressortir que les modèles économiques, suivant lesquels ces stratégies ou programmes de développement économique seront mises en œuvre, sont inadaptés à nos

réalités, nous ont été envoyés par les Institutions de Breton Woods, pensé par des Occidentaux pour des Occidentaux pendant et après la révolution industrielle.

Chaque société africaine doit désormais dans l'élaboration de ses grandes stratégies et programmes de développement économique, relever dans ses faiblesses, l'existence d'un État importé souvent falsifié, des populations et des élites éduquées socialement, culturellement, spirituellement, économiquement, et politiquement selon les valeurs et les intérêts de l'ancien maître. C'est ce n'est qu'après avoir établi un tel diagnostic, douloureux certes, mais objectif, sincère, et réaliste, qu'on peut proposer des stratégies et des actions qui vont produire des résultats.

Les sociétés de l'AES l'ont bien compris. Elles constituent aujourd'hui un exemple séduisant d'intégration et de visions qui s'inscrit pour un développement socioéconomique véritable. Ces sociétés ont su :

- Dans un premier temps, porter à leur tête des Leaders éclairés, courageux et engagés pour défendre les valeurs et les intérêts de leur société ;
- Dénoncer les accords politiques et économiques coloniaux qui défendaient les seuls intérêts des anciens maîtres ;
- Se mettre en toute souveraineté dans un nouveau partenariat stratégique avec une superpuissance comme la Russie, en remettant en cause les principes d'un Etat néocolonial qui ne pouvait nouer de partenariats qu'avec l'accord de l'ancien maître ;
- Entamer des réformes profondes en matière économique, politique, et sociale.

Les sociétés de l'AES devront à présent se construire une idéologie économique et de gouvernance conformément à leurs cultures et aux réalités de leurs sociétés. Ensuite, il faudra construire un modèle ou un système politique et économique pour leur développement. Un système ou un modèle capable de faire face désormais à un monde multipolaire où vont s'affronter les idéologies des occidentaux, des BRICS et de l'Afrique via l'AES.

En construisant ses propres modèles politiques et économiques basés sur leurs cultures et leur réalités (pas sur les inspirations occidentales), l'AES sera un modèle de succès de développement réel qui va inspirer les autres sociétés africaines.

Bien sûr que "l'hiver noir" qui est aussi témoignage que les sociétés de l'AES sont sur la voie de libération et du développement réel, viendra pour empêcher ce succès. Mais tant que l'idéologie et le modèle économique de développement sera bien compris par les peuples, et tant que les peuples

seront toujours engagés derrière leurs leaders et Chefs d'Etat, l'hiver noir passera et verra le triomphe de l'AES et de toute l'Afrique.

BIBLIOGRAPHIE

- ***Economie et Gouvernance Communautaire (EGC) 2024*** : Un modèle économique de développement des sociétés africaines attachées à leur identité et à leur culture - Karim TOU
- ***Le modèle économique communautaire national (M-ECN)*** : pour une alternative économique pour un développement endogène de l'Afrique ! Karim TOU & Collaborateurs
- ***Le gréganisme africain ou la mort !*** une idée de modèle de développement social et économique, Laurent Bado
- ***La grande désillusion (Globalization and Its Discontents)***, Joseph E. Stiglitz (prix Nobel d'économie et ancien économiste en chef de la Banque mondiale),
- ***Neo-Colonialism: The Last Stage of Imperialism***, Kwame Nkrumah,
- ***Les Damnés de la Terre***, Frantz Fanon
- ***A quand l'Afrique ?*** Joseph Ky-Zerbo (enjeux historiques, culturels, économiques et politiques du continent africain, identité et avenir face à la mondialisation)
- ***Le Capital***, Karl Marx
- ***La Route de la servitude (The Road to Serfdom)*** : l'échec des économies socialistes au XX^e siècle, Friedrich A. Hayek

Décembre 2025

Auteur :

Karim TOU,

Expert en Economie et Gouvernance Communautaire

Ouagadougou – Burkina Faso

L'IDEOLOGIE DU MODELE COMMUNAUTAIRE NATIONALE (I-MCN)

L'IDÉOLOGIE et la PENSÉE ÉCONOMIQUE & de GOUVERNANCE africaine



Pr Laurent BADO



Pr C. A. DIOP



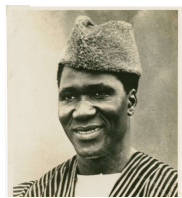
Pr J. K. ZERBO



O. COULIBALY



M. KEITA



S. TOURE



P. LUMUMBA



K. NKRUMAH



Cap. T. SANKARA

Quelques PRECURSEURS de la pensée et de l'idéologie du MODÈLE ÉCONOMIQUE & de GOUVERNANCE AFRICAIN



Gle A. TIANI



Cap. I. TRAORE



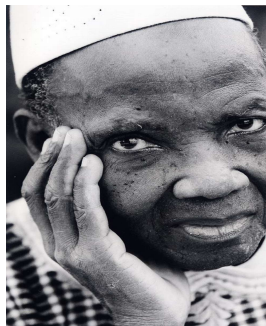
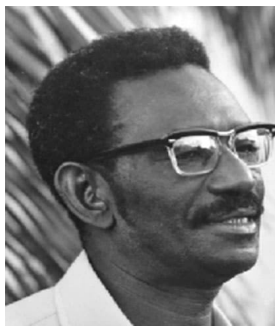
Gle A. GOITA

les HERITIERS et DEFENSEURS de la pensée et de l'idéologie du MODÈLE ÉCONOMIQUE & de GOUVERNANCE AFRICAIN

Une génération de Leaders mal compris, mals accompagnés, et souvent arnaqués par des individus acculturés, hypocrites, et savamment organisés depuis 1960 !

L'héritage est un lourd fardeau. Il mérite d'être bien compris et assumé avec succès. Tout échec, peut être le début d'un abandon définitif pour les générations présentes et futures !

Un modèle économique et de gouvernance des sociétés africaines attachées à leur identité et à leur culture.



La **CULTURE** et l'**EDUCATION** au cœur de la pensée **ÉCONOMIQUE** africaine et le **DEVELOPPEMENT** !



L'ACTIONNARIAT POPULAIRE : une **PENSEE** et une **IDEE ECONOMIQUE** du Professeur Laurent Kilachu **BADO** !



ENTREPRENEURIAT COMMUNAUTAIRE PAR ACTIONNARIAT POPULAIRE : un **PROGRAMME ECONOMIQUE** du Capitaine Ibrahim **TRAORE** !

Le MODELE ECONOMIQUE COMMUNAUTAIRE NATIONAL (M-ECN)



***Un modèle économique de développement
des sociétés africaines attachées à leur
identité et à leur culture !***

Karim TOU

Suivant les principes fondamentaux de l'économie qui est de garantir le développement sur la base d'une idéologie endogène, c'est-à-dire assurer l'organisation et la bonne gestion de la société, organiser les activités de consommation, de création et de répartition des richesses, favoriser la mise en place et le développement des infrastructures socio-économiques, le **Président Capitaine Thomas Sankara** reste à ce jour, le **meilleur économiste Burkinabè** de tous les temps. Sous son règne et en espace de **4 ans seulement**, il a fait en termes de développement, d'éducation et de santé, d'autosuffisance alimentaire, et d'infrastructures socio-économique, ce qu'aucun économiste ou régime politique n'a pu faire sur les 65 années d'indépendance du Burkina Faso.



A travers sa révolution démocratique et populaire (RDP), son **programme** ou sa **stratégie économique** jamais égalée en tant que **Leader éclairé** fut :

- La reprise en main et la révision de l'administration et de l'Etat néocolonial ;
- L'éducation des populations et la mobilisation populaire ou communautaire ;
- La définition et la mise en œuvre d'un programme socio-économique de développement ;
- La mise en place d'infrastructures socio-économique (éducation, santé, logements sociaux, industries, etc.).

Malheureusement, en l'absence du soutien des intellectuels universitaires (économistes, sociologues, juristes, anthropologues, historiens) pour ériger ce programme en modèle ou système économique endogène de développement des sociétés africaines, tous les acquis de la RDP se sont effondrés à partir des années 1990 avec l'avènement du PAS (programme d'ajustement structurel du FMI) soutenu par les intellectuels et Experts de développement africains.

Aujourd'hui sous la RPP (révolution progressiste populaire), la même **idéologie et la même stratégie économique** avec quelques variantes dans sa forme, est de nouveau en place. Si la RPP atteint ses objectifs et relève les défis actuels des populations burkinabè, le **Président Capitaine Ibrahim Traoré** sera le **deuxième meilleur économiste burkinabè** de tous les temps.



La question qu'on est en droit de se poser est la suivante : « **verra-t-on enfin la conception, la modélisation et la mise en place d'un modèle économique endogène africain, pour pérenniser les acquis économiques et de développement de la RPP sur des dizaines voire des centaines d'années ?** »

Les **politiques et les programmes économiques et de développement** ont une **histoire**. Pour comprendre leur histoire il faut toujours faire recours au contexte occidental, asiatique, ou étranger. L'**Afrique** s'illustre dans l'histoire de l'économie et du développement par son absence, par l'absence de son **idéologie**, de sa **culture**, et de son **modèle** !

